

## GOUVERNEMENT ET MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

## 10 jours pour changer

**De quoi sera fait l'après-10 mai ? «Rien ne changera, au plan institutionnel, avant une dizaine de jours et l'installation officielle de la nouvelle Assemblée», nous confie une source bien informée. En fait, il y a une procédure constitutionnelle qui impose un calendrier bien précis à respecter.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - En premier lieu, il faut attendre la première intervention du Conseil constitutionnel, sous la forme «d'une déclaration annonçant les résultats», dans les soixante-dix heures suivant le jour de l'élection. Une intervention qui aura donc lieu aujourd'hui, dimanche. «Suite à quoi s'ouvre immédiatement la période légale de dépôt des recours pour les candidats ou les partis s'estimant lésés ou ayant à dénoncer des anomalies lors de l'opération électorale.»

Aussi, «l'installation officielle de la nouvelle Assemblée doit intervenir au dixième jour à compter de la date de déclaration du Conseil constitutionnel, soit, en l'espèce, le mercredi 23 mai».

Entre-temps, pas un seul changement n'aura lieu à la tête des institutions et, de ce fait, Abdelaziz Ziari restera toujours le troisième personnage de l'Etat et Ouyahia continuera, durant la même période, à assurer, avec son gouvernement, la gestion des affaires courantes.

En d'autres termes, les choses sérieuses ne commenceront qu'après l'installation de la nouvelle Assemblée et la validation des mandats des nouveaux députés, entre autres les quelques ministres élus. «A partir de ce moment, Ouyahia

remettra la démission du gouvernement au président. Il pourrait même le faire avant l'installation de l'Assemblée mais ce serait juste pour la forme.» C'est dire que Bouteflika aura tout le temps de prendre les décisions inhérentes au futur gouvernement ainsi que la «suggestion» d'un nom pour présider la future Assemblée. Mais, d'ores et déjà, une question se pose : quel sera le sort que le pouvoir réservera à celui qui était, jusqu'en janvier 2012, membre de l'Alliance présidentielle et l'encore membre du gouvernement avec quatre portefeuilles, le MSP de Aboudjerra Soltani ? Le successeur de Mahfoud Nahnah, qui croyait dur comme fer à l'avènement, en Algérie, d'un scénario à l'égyptienne ou à la tunisienne qui en ferait un «Ghanouchi» algérien, avait, rappelons-le, anticipé les événements en annonçant avec fracas, le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le retrait de l'ex-Hamas de l'Alliance présidentielle ! Laquelle alliance qu'il affronte frontalement depuis, tout en gardant ses quatre ministres dans le gouvernement.

Mieux, il créa une nouvelle alliance, «l'Alliance de l'Algérie verte», islamiste comme son nom l'indique bien sûr, en y associant deux squelettiques formations intégristes, El Islah et Ennahda. Les «coalisés verts»,



Les choses sérieuses ne commenceront qu'après l'installation de la nouvelle Assemblée.

grossièrement soutenus par les régimes théocratiques du Golfe, étaient tellement convaincus que le pouvoir était à portée de main qu'ils avaient préparé une équipe qui devait faire office de gouvernement algérien après les élections !

Le cas MSP, ex Hamas, est vraiment atypique et n'a pas son pareil à travers le monde. Le parti de Aboudjerra est, en effet, dans le gouvernement et ne l'a plus jamais quitté depuis 1995. Sous Zeroual déjà, le pouvoir avait misé sur la formation de Nahnah pour en faire «son» parti islamiste dans l'objectif de faire face aux terribles pressions internationales exigeant la réhabilitation de l'ex-FIS. La coalition tripartite, FLN, RND, MSP, stra-

tégique pour le pouvoir, survivra même à l'ère Zeroual et sera héritée par Abdelaziz Bouteflika qui ne l'a jamais remise en question, treize ans durant, même s'il n'a pas tenté de cacher son aversion pour le parti de Nahnah et Soltani qu'il n'a jamais reçus en audience. Bouteflika savait qu'il devait gérer des équilibres qu'exige la réalité nationale et internationale.

L'islamisme, disait-on, étant une tendance lourde dans la société algérienne, le pouvoir était contraint à une sorte de concession complice où tout le monde trouvait son compte.

Or, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 mais surtout au sortir des législatives de jeudi dernier, le pouvoir est spectaculairement

affranchi de cette contrainte. D'abord par la décision du MSP lui-même de quitter l'Alliance, puis par la médiocrité du score de l'ensemble des islamistes aux élections et, enfin, en raison des réactions internationales soulignant, de manière unanime, la régularité du scrutin du 10 mai.

Bouteflika est désormais d'autant plus à l'aise pour sévir, que les deux autres partis de l'Alliance sortis vainqueurs des élections, le FLN et le RND, ne cachent plus leur souhait de se séparer d'avec un partenaire «renégat».

Et d'ailleurs, les deux partis peuvent gouverner à deux, eux qui détiennent une majorité écrasante à l'Assemblée.

K. A.

## LE MOUVEMENT DE REDRESSEMENT DU FLN :

## «Nous exigeons toujours le départ de Belkhadem»

**Le Mouvement de redressement du Front de libération nationale exige toujours le départ de Abdelaziz Belkhadem.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les adversaires de Abdelaziz Belkhadem ne comptent pas s'éloigner de l'objectif qu'ils se sont assignés depuis plusieurs mois. Pour eux, la destitution du secrétaire général du Front de libération nationale est inévitable.

Et la réussite au scrutin de jeudi ne saurait être un argument pour lui permettre de rester à la tête du parti.

«Nous exigeons toujours le départ de Belkhadem. Cette victoire est celle du peuple algérien et de nos militants. Elle ne saurait être celle de l'actuelle direction. Les électeurs ont voté pour le Front de libération nationale en tant que formation politique et non pas pour

les individus inscrits sur les listes. Cela prouve que notre parti dispose réellement d'une assise dans l'ensemble de la société algérienne. C'est aussi un message fort aux autres pays qui ont placé au pouvoir des partis islamistes. En Algérie, les islamistes ne sont pas passés et c'est une excellente chose», a indiqué, hier, Abdelkrim Abada, le coordinateur du Mouvement de redressement, lors d'une réunion organique organisée à Draria.

Abada a, par ailleurs, annoncé que les listes indépendantes présentées par les redresseurs avaient réussi à décrocher six sièges, soit deux sièges dans chacune des wilayas de Biskra, Blida et Batna. Pour ce qui est de



Abada prépare les prochaines échéances.

la destitution de Abdelaziz Belkhadem, le Mouvement de redressement a, une

nouvelle fois, réitéré sa volonté de convoquer une session extraordinaire du

comité central. La date du 19 mai a, de nouveau, été évoquée. A ce titre, le coordinateur des redresseurs a confirmé l'existence de contacts permanents avec les membres du comité central.

Reste, cependant, à savoir si le «front anti-Belkhadem», qui a pris forme dès l'annonce de la composition des listes électorales, restera encore fort et uni après les résultats obtenus par le FLN ?

L'actuel secrétaire général profitera sans nul doute de la faiblesse de ses détracteurs.

## Feuille de route

Mais Abada reste convaincu du départ de l'actuelle direction. Hier, face aux coordinateurs de wilaya du Mouvement de redressement, Abdelkrim Abada a présenté une feuille de route «politique et organique». «Nous

devons, dès à présent, réfléchir à l'avenir et préparer les prochaines échéances.

La première étape consistera à remplacer la direction actuelle et à assainir les rangs du parti. Mais nous devons aussi élargir et renforcer notre base militante afin de remporter les élections locales, prévues au courant de l'automne prochain», a-t-il expliqué.

Poursuivant dans l'énoncé de son projet, Abdelkrim Abada a déclaré 2013 «année du Front de libération nationale». «L'année prochaine sera capitale car le FLN devra tenir un congrès extraordinaire. L'objectif de ces assises étant de nous préparer à aller à l'élection présidentielle de 2014. La victoire de cette élection est un challenge que nous devons remporter.»

T. H.